

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Références : D-0380-2022

Avignon, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



Mäder Composites France

177, avenue des frères lumière
cs 20111
84700 SORGUES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement Mäder Composites France implanté 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 SORGUES. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 5 juillet 2022 avait pour objectif de faire le point sur les suites données à l'inspection du 29 janvier 2021, et de vérifier le respect des arrêtés de mise en demeure des 18/03/2020 (article 3) et 26/03/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mäder Composites France
- 177, avenue des frères lumière cs 20111 84700 SORGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006400428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société MÄDER Composites France est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 à exploiter sur le territoire de la commune de Sorgues un établissement spécialisé dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et de vernis électrotechniques.

Les activités relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 3410-h (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques) : 23 t/j.

Elles relèvent aussi de l'enregistrement au titre des rubriques :

- 2915-1-a (procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles) : 2000 l,
- 4331-2 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) : 893 t.

Le site relève également de la directive IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle		Référence réglementaire
N°	Nom	
2	Stockage LI de la zone N	AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 1er

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle		Référence réglementaire
N°	Nom	
1	Stockage LI de la zone N	AP de Mise en Demeure du 30/10/2020, article 1er
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 8.4.1
4	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 2
5	Compteurs foudre	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 8.1.7
6	Entrepôt L	AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 3
7	Entrepôt L	AP de Mise en Demeure du 18/03/2020 article : 3
8	Cellule LI de l'entrepôt L	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués lors de cette visite, **l'exploitant respecte la quasi totalité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mars 2021.**

En revanche, les zones de l'entrepôt qui ne doivent plus être occupées l'étaient toujours lors de la visite. Après que l'inspection ait indiqué que, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 mars 2020 n'étant toujours pas respecté sur ce point, elle allait proposer des sanctions, l'exploitant a adressé à l'inspection des mails les 7 et 8 juillet 2022 montrant que toutes les zones avaient été vidées, et qu'un panneau avait été affiché pour sensibiliser le personnel sur cette interdiction de stockage. L'inspection propose donc de vérifier lors d'une prochaine inspection que l'interdiction de stockage est bien respectée.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°1 : Stockage LI de la zone N

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/10/2020, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement du dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société MÄDER Composites France, dont le siège social est situé ZI du Fournalet – 177, avenue des Frères Lumières à SORGUES (84 700) est mise en demeure, pour son usine implantée à la même adresse, de respecter sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, afin d'adapter le stockage de la zone extérieure dédiée aux liquides inflammables à la capacité de rétention de cette zone.
Constats : Le volume de la rétention a été augmenté grâce à la construction d'un muret de 50 cm et à la mise en place d'un batardeau manuel au passage des chariots élévateurs. Un niveau max de stockage correspondant à la hauteur de deux GRV a été tracé sur les murs. En revanche, la surface maximale de stockage pour ne pas dépasser le volume autorisé n'a pas été tracée au sol comme l'exploitant s'était engagé à le faire, et alors qu'il nous avait écrit par mail du 16/03/2021 qu'il l'avait fait. Un muret ayant été construit, la rétention est plus grande qu'auparavant. Au vu du nombre de GRV et de futs stockés sur la zone, le stockage est inférieur à 40 m3 qui était le volume à ne pas dépasser avant la réhausse du muret de la rétention.
Observations : L'exploitant doit définir le volume de la rétention modifiée sachant qu'au 01/01/2026 elle devra pouvoir contenir 100% du volume stocké ainsi que les eaux d'extinction d'incendie comme défini dans le plan de défense incendie. Cela permettra de définir le volume de liquides inflammables qui peut être stocké. Par ailleurs, les stockages devront rester à une distance du muret construit, au moins égale à la hauteur du plus grand récipient mobile stocké moins la hauteur de la paroi par rapport au sol de la rétention, ce qui doit faire environ 50 cm.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n° 2: Stockage LI de la zone N

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité du dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La société MÄDER Composites France, dont le siège social est situé ZI du Fournalet – 177, avenue des Frères Lumières à SORGUES (84 700) est mise en demeure, pour son usine implantée à la même adresse, de respecter sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, en vérifiant l'étanchéité de la rétention de la zone N au regard de la nature des produits stockés, en la réparant si nécessaire, et en supprimant la vanne d'évacuation.
Constats : L'inspection a constaté qu'une nouvelle dalle béton a été coulée en remplacement de la couche d'enrobé et de la dalle béton qui se situait en-dessous. La vanne de barrage a été supprimée et remplacée par un puisard pour permettre de pomper les eaux pluviales ou autres. Toutefois, à l'occasion de ces travaux, le béton des murs coupe-feu intérieurs à la zone a été endommagé en surface, et le ferrailage est apparent à plusieurs endroits.
Observations : Les murs endommagés seront réparés sous un délai de 3 mois maximum lorsque le maçon interviendra à nouveau pour construire le mur coupe-feu qui est prescrit au sud du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. À chaque citerne utilisée comme un stockage fixe de liquides inflammables de volume supérieur à 3 000 litres est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 3 000 litres. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.
Constats : L'exploitant nous a indiqué que la rétention de la zone fait 284 m3. Sur cette zone ne sont stockés que des liquides non dangereux comme les huiles, et des GRV ou fûts vides en attente de retour ou de mise au rebut. Ce jour, il y a une trentaine de GRV contenant des liquides. L'exploitant a effectué un marquage au sol pour d'une part délimiter les zones de stockage et d'autre préciser ce qui doit stocké où.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations
Prescription contrôlée : La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, en faisant réaliser une vérification complète de son installation de protection contre la foudre par un organisme compétant.
Constats : Une vérification complète a été réalisée le 06/04/2021 par l'APAVE qui a une certification F2C en date du 25/02/2019 valable jusqu'au 24/11/2023. Le rapport de vérification précise que l'installation est conforme, mais qu'il manque dans la notice de vérification et de maintenance certains éléments à inspecter dont la liste et la localisation sont définies dans l'étude technique. Ces points ont été intégrés dans la notice de vérification. Un carnet de bord a été mis en place, mais il y a eu des mélanges entre documents concernant les analyses de risque foudre et les documents concernant les études techniques foudre. Les travaux réalisés suite à la dernière étude technique foudre ne sont pas indiqués. Une vérification simplifiée a été réalisée le 15/06/2022 par ADEE, mais l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport de contrôle.
Observations : Adresser le rapport de la vérification simplifiée du 15/06/2022 à l'inspection dès réception. Le remplissage du carnet de bord a été corrigé et une copie nous a été adressé par mail du 8 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°5 : Compteurs foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, S.O.
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Le relevé des compteurs d'impact de foudre est enregistré dans le carnet de suivi relatif aux installations de protection contre la foudre. Ces compteurs sont relevés après chaque orage. Le dernier relevé date du 07/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°6 : Entrepôt L

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/03/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en rétention
Prescription contrôlée : La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité dans l'entrepôt L, en stockant tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols en rétention.
Constats : L'inspection a constaté que les liquides sont stockés dans la zone en rétention, et que les batardeaux sont fermés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°7: Entrepôt L

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/03/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : La société MÄDER Composites France est mise en demeure de respecter sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, en vidant les zones de sécurité prescrites.
Constats : La zone nord est pleine. L'exploitant nous a indiqué qu'il s'agissait de produits et de contenants vides qui venaient d'être livrés, qu'ils étaient là en attente de rangement, mais nous n'avons vu personne en train de ranger. De plus, tous ces produits n'avaient pu être livrés par le même transporteur. Dans la zone Est, il y a toujours des déchets électroniques et métalliques. L'inspection a indiqué à l'exploitant que seuls les déchets métalliques pouvaient rester sur zone car ils sont non combustibles.
Observations : L'exploitant nous a adressé par mail du 07/07/2022, des photos montrant que la zone Nord avait été vidée. Par mail du 08/07/2022, il nous a ensuite adressé des photos montrant que la zone Nord était toujours vide, et que la zone Est avait été vidée. Il nous a aussi envoyé la photo d'une étiquette qu'il a apposée sur ces zones pour demander au personnel de les laisser vides. Bien qu'au vu des mails la prescription soit respectée, nous proposons de constater lors d'une inspection future son respect, et de ne pas lever l'arrêté de mise en demeure sur ce point pour l'instant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle n°8 : Cellule LI de l'entrepôt L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.
Constats : L'inspection a constaté que tous les liquides inflammables sont stockés sur les racks. Il n'y a plus de stockage en masse dans cette cellule. Il n'y a plus de palettes non plus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet